

droit de mettre fin à l'association et de se déclarer indépendante. La Grande-Bretagne assure toujours la défense et les relations extérieures des États associés mais a confié à chacun des gouvernements le pouvoir exécutif sur certains aspects de leurs relations extérieures.

Le Secrétariat du Commonwealth, établi par une décision des premiers ministres en 1965, a son bureau central à Marlborough House, à Londres. Le premier secrétaire-général en est M. Arnold Smith, un Canadien. Le Secrétariat est chargé d'organiser et de servir les conférences officielles du Commonwealth; il facilite l'échange de renseignements entre les États membres et, en général, est au service de tous les gouvernements du Commonwealth comme le symbole visible de l'esprit de coopération qui anime l'Association. Le secrétariat de l'ancien Comité économique du Commonwealth et le Service de liaison du Commonwealth pour l'éducation, tous deux situés à Londres, se sont intégrés au secrétariat à la fin de 1966.

L'adhésion au Commonwealth représente un des fondements sur lesquels repose la politique étrangère du Canada, qui favorise l'évolution d'une forte communauté de nations britanniques, capable d'exercer une influence considérable sur la paix et le progrès internationaux. L'adhésion du Canada au Commonwealth lui assure des relations particulièrement étroites avec un groupe de nations qui, malgré la diversité de leurs origines, partagent de grands idéaux et de grandes traditions. Les liens qui unissent les pays du Commonwealth se caractérisent surtout par l'esprit de collaboration qui découle de leurs consultations et de leurs échanges d'idées. Ces échanges se poursuivent, non seulement dans les capitales des pays du Commonwealth mais dans d'autres capitales, à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres groupements internationaux.

À part ces entretiens continus à divers échelons, des réunions spéciales du Commonwealth ont lieu afin d'étudier et de coordonner les intérêts des pays membres dans différents domaines et pour examiner les incidences des événements internationaux sur le Commonwealth. Deux réunions des chefs d'État (premiers ministres et présidents) ont eu lieu en 1966. La première s'est tenue à Lagos, Nigéria, en janvier, pour discuter de la Rhodésie et la seconde, à Londres en septembre, où les entretiens ont porté sur de nombreuses questions internationales. Parmi les autres rencontres ministérielles, il y a lieu de noter celle des ministres de la Justice à Londres en avril, celle des ministres du Commerce dans la même ville en mai et celle des ministres des Finances à Montréal en septembre. La Fondation du Commonwealth, organe semi-autonome financé par les pays membres, a été créée afin de faciliter le contact entre membres des professions libérales au sein du Commonwealth. L'Association des parlementaires du Commonwealth s'est réunie à Ottawa au mois de septembre.

L'aide extérieure que le Canada accorde aux pays en voie de développement continue d'être orientée principalement vers les nations du Commonwealth dans le cadre du Plan de Colombo, du Programme d'aide aux Antilles du Commonwealth et du Programme spécial d'assistance aux pays africains du Commonwealth (SCAAP). La contribution globale du Canada au Plan de Colombo depuis le début de celui-ci dépasse 800 millions de dollars. L'assistance que le Canada a fournie aux pays africains du Commonwealth par l'intermédiaire du SCAAP a atteint \$56,500,000 pour la période allant de 1960 à la fin de mars 1967. Environ 44 millions ont été mis à la disposition des Antilles du Commonwealth pour leur procurer une aide technique entre 1958 et la fin de mars 1967.

Le Canada participe activement au Programme des bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth (voir aussi la page 197) et pendant l'année scolaire 1966-1967 il a accueilli son contingent d'étudiants dans le cadre du programme, un nombre de 250, dont 78 p. 100 provenaient de pays en voie de développement; 70 étudiants canadiens